

USINES DE MORT





**L'explosion d'AZF...
un an après**



septembre 2002

C'est AZF qui pue, qui pète... qui prend Toulouse pour une trompette !!!

Titre emprunté à une revue nantaise



Ce n'est ni une fatalité, ni un accident, l'(ou les) explosion(s)
de l'usine AZF, sur le site chimique de Toulouse,
à 10h17, ce vendredi 21 septembre 2001 est la conséquence
d'un long processus historique de spoliation et d'aliénation.



C'est SNPE qui peut faire beaucoup mieux

Rajout local

Quelques éléments d'histoire locale

En 1666, le conseil royal établit sur tout le royaume des ateliers à travailler le salpêtre pour fabriquer de la poudre noire. C'est ainsi qu'est construit, sur l'île du Ramier, le premier moulin à poudre de Toulouse. Les terrains, propriété de la ville, des Capitouls, seront cédés au Roi de France (Louis XIV). La poudre à canon et la poudre à mousquet deviennent production locale et le resteront jusqu'à nos jours. Dix huit ans plus tard, en 1684, le moulin à poudre explose pour la première fois.

Les guerres des siècles passés donnent à la poudrerie un essor considérable. Poudreville pour les intimes compte jusqu'à 30 000 salariés avant la guerre de 1914-18. En 1922, 10 000 tonnes de poudre sont immergées dans les ballastières à une vingtaine de mètres de la prise d'eau potable de la ville (elles y sont toujours).

En 1940-45, c'est la guerre et la prospérité de cette industrie. Puis, les armes devenant de plus en plus sophistiquées et meurtrières, les besoins en poudre se font moins sentir. La poudrerie nationale de Toulouse (PNT) se transforme en Société Nationale de Poudre et d'Explosifs (SNPE) en 1971. La fabrication de poudre à canon s'arrête en 1973.

Avant l'explosion d'AZF, la SNPE emploie environ 500 salariés pour une production de chimie fine diversifiée. Elle produit, en particulier, sept mille tonnes de phosgène par an. Un gaz mortel utilisé comme réactif par d'autres usines dont certaines toutes proches. Tolochimie, son principal client, emploie une centaine de salariés et fabrique depuis 1963 des mousses de polyuréthane, des pesticides, des fongicides....

En 1924, une loi institue l'Office National des Industries de l'Azote (ONIA). L'éloignement des frontières de l'Est (ennemis potentiels), les charbons de Carmaux, la force hydraulique de la Garonne et le savoir-faire de la poudrerie constituent des conditions favorables pour que Toulouse ait son usine d'ammoniac et de dérivés nitrés (fertilisants et explosifs). Elle s'installe naturellement à côté de l'ancienne poudrerie pour produire avant la guerre, environ 160 tonnes/jour d'ammonitrate (NH₃). Après la guerre, l'ONIA assure la majeure partie des besoins nationaux en ammoniac et en engrais, 3 300 personnes y travaillent, elles sont logées principalement à la cité Papus. En 1967, l'ONIA fait fusion avec les Mines Domaniales de Potasse d'Alsace

pour créer le groupe Entreprise Minière Chimique. L'ONIA devient la Société Azote et Produits Chimiques (APC). En 1977, c'est le début de la chute, le début des licenciements en masse, l'APC devient une filiale des Charbonnages de France (CDF). En 1983, l'APC devient CDF-Chimie AZF (AZ pour azote et F pour fertilisant). En 1987, nouveau et dernier remaniement, AZF devient Société Chimique de la Grande Paroisse dépendante du groupe ORKEN puis du groupe ELF-ATOCHEM. L'usine emploie, avant l'explosion, environ 450 salariés et fabrique 450 000 tonnes de produits chimiques par an.

Une explosion parmi tant d'autres

Les toulousains et les travailleurs du site ont été meurtris de nombreuses fois par les explosions et les gazages de la poudrerie et de l'ONIA. Déjà, la poudrerie explosait le vendredi 21 septembre 1781 à 10h30 du matin. Comme si l'histoire aimait à se répéter, le 21 septembre 2001, n'est qu'une suite logique. L'horreur de ce matin-là est un aperçu de ce que vivent depuis longtemps bon nombre de terriens : guerres, conflits économiques aux effets dévastateurs... Combien de victimes sont dues aux retombées explosives, gazeuses et polluantes des productions guerrières des sites militaro-industriels ?

AZF, une explosion qui nous aurait atteint comme ça, par hasard, un soi-disant accident dû à une erreur humaine ? Non, plutôt un retour de manivelle, résultat de notre mode de société et de notre participation tacite.

Il est difficile de croire que nous puissions continuer longtemps à vivre cette boulimie de croissance, cette consommation malade, ce perpétuel gaspillage de vies et de moyens, sans qu'un jour tout ne s'effondre et nous rappelle à la raison. Les despotes ont rallumés la bombe chimique au cœur de nos vies. Il leur aura fallu moins d'un an pour remettre en marche les usines de mort, la SNPE en particulier. Leurs productions sont vitales, elles les alimentent, elles nourrissent leurs guerres, comme si elles donnaient du sens, du sang à leurs misérables vies.

L'explosion d'AZF est une catastrophe, humaine et économique, qui doit être considérée comme telle et à sa juste proportion. Une catastrophe à " moyens dépassés " (appellation officielle : les effets entraînent une inéquation, un déséquilibre entre les besoins de secours nécessaires et les moyens existants) qui a mis à l'évidence l'incompétence des autorités. Une catastrophe qui n'a heureusement rien de comparable avec de bien pires. Une catastrophe incomparable à un Tchernobyl ou à un Bhopal par exemple. Une catastrophe qui reste néanmoins un acte de terrorisme industriel.

Nous avons subi l'effet d'une explosion dont la secousse sismique est équivalente (selon les sources) à un séisme de 3,4 à 4,1 degrés de magnitude

sur l'échelle de Richter, enregistré jusqu'à une distance de 650 km. Un effet estimé, dans le rapport de sécurité, pour le redémarrage de la SNPE, effectué par la société d'expertise hollandaise TNO, à l'équivalent d'une fourchette de 15 à 40 tonnes de l'explosif TNT. L'équivalent du TNT avec les ammonitrates (nitrate d'ammonium) est de un pour trois. Ce serait donc entre 45 et 120 tonnes d'ammonitrate en vrac qui auraient explosé dans le hangar 221. Chacun peut estimer à quel point les chiffres officiels sont imprécis. Sachant que le hangar 221 contenait entre 300 et 400 tonnes de produit (tout n'a pas explosé), le reste s'est donc volatilisé dans la nature, répandu avec d'autres substances sur les alentours.

A quelques dizaines, centaines de mètres de là, étaient stockés divers produits explosifs et/ou toxiques. Toujours selon des sources officielles : 1000 tonnes de nitrates industriels (explosif en vrac également, elles sont restées plusieurs semaines sous les décombres) - plus, 4000 tonnes de nitrates agricoles - plus, des dizaines, des centaines de tonnes de chlore, d'ammoniac, de méthanol, d'acide nitrique... - plus, 72,9 tonnes de phosgène et 116 tonnes de produits dérivés - plus, 50 000 tonnes de nitrocellulose (qui y sont toujours) - plus, le reste oublié peut-être et ce dont nous n'avons pas connaissance... A noter, le jour de l'explosion, les 4 wagons de chlore et les 20 wagons d'ammoniac (56 tonnes chacun) stockés dans la zone sud de l'usine. Stockés sur les rails de la SNCF, pas dans l'usine... Une manière de détourner la législation.

La SNPE se vante d'avoir eu un outil industriel qui a tenu le choc et un système de sécurité qui a fonctionné. Cela semble vrai, mais c'est uniquement grâce à la chance ou au hasard. Le premier confinement du phosgène a volé en éclats. Que serait-il arrivé si quelques tonnes de plus avaient explosé ? Un effet domino (répercussions en chaîne) ? Des fuites de gaz ? Peut-être des milliers de victimes, peut-être pas seulement dans les quartiers populaires les plus proches... Rien ne sert de faire de la surenchère catastrophique mais rien ne nous dessert plus que de sous-évaluer les dangers et les risques, comme fait le pouvoir, depuis le début de cette sale affaire.

Nous avons explosé, nous avons été trompés, notre volonté bafouée, mais nous ne sommes pas devenus bêtes et méchants pour autant. La réouverture partielle du site chimique¹ imposée par le pouvoir s'est faite en douceur, sans émeute.

¹ Le site chimique du sud toulousain était composé de plusieurs entreprises : Grande Paroisse (ex ONIA, APC, AZF) filiale engrais d'Atofina au sein du groupe Total Fina ELF - Société Nationale des Poudres et Explosifs (SNPE) - Raisio (entreprise finlandaise) - Isochem (filiale SNPE) - Tolochimie (principal client de la SNPE utilisant le phosgène) - Air Liquide - Gaz du Sud-Ouest. Leurs activités (Gaz du Sud-Ouest ?) étaient suspendues depuis le 21.09.2001 par décret de Hubert Fournier, préfet de région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute Garonne, chevalier de la légion d'honneur. Après Raisio et Isochem, la SNPE a été autorisée à reprendre partiellement ses activités le 31.07.02 par décret du même préfet. Grande Paroisse et Tolochimie seraient définitivement fermées.



Une réouverture sans phosgène, comme une carotte à grignoter, quand le véritable enjeu était avant tout de faire accepter une reprise des activités, même partielle. Le phosgène sécurisé pourra toujours revenir plus tard si nécessaire. Nous ne sommes ni dupes, ni amnésiques et les séquelles ne nous empêchent pas d'être conscients de l'arnaque dont nous risquons une nouvelle fois d'être les victimes. Mais la réalité sociale

mondiale, l'état désastreux de la planète et les risques encourus par la Vie, aujourd'hui, nous obligent à relativiser ce malheur. Nous souhaitons maintenant que l'onde de choc provoquée par cette explosion se propage en une formidable onde d'espoir. Nous avons espoir en une transformation sociale en profondeur qui réduira en particulier l'activité à risque et les catastrophes qui en découlent. Peut-être savons-nous, que, pour rendre crédible le " Plus Jamais ça " et le " Ni Ici Ni Ailleurs ", repris en chœur dans les rues de Toulouse (depuis la première explosion en 1684 ?), c'est à la destruction de ce monde basé sur le profit de quelques-uns et l'exploitation de tous qu'il faut s'attaquer, en commençant par refuser de collaborer. En assumant les contradictions imposées par le système mais en connaissance de cause et en tentant de les résoudre. L'avenir reste à construire, l'utilité sociale de nos vies actives et passives reste à définir. Quelle utilité sociale de la production, surtout quelle consommation et pour quoi faire ? Après le boum et la surprise passée, les principales sensations et émotions ressenties ont été douleur, peine, peur, angoisse, abattement... et le sentiment de l'avoir échappé belle. Dans un élan de panique, certains ont fui ou tenté de le faire, d'autres sont restés et ont commencé à se réparer, quelques-uns ont participé aux secours, beaucoup ont été solidaires... L'explosion a été plus durement vécue dans la partie sud de la ville. Alors que les riverains plus proches subissaient un traumatisme profond, dans les autres quartiers la population était peu concernée, restant affairée aux préoccupations quotidiennes, spectatrice d'un événement. Un sentiment d'indifférence qui peut créer un effet retard de culpabilité. En fait, c'est toute l'agglomération qui était prise au piège, nous étions tous les otages du système. Le reste du monde continuait à vivre, non informé de l'ampleur de la catastrophe...

Une population sacrifiée

Au moment de l'explosion, les sirènes n'ont pas alerté la population. Des rumeurs d'attentats courraient sur les ondes. La préfecture appelait à un confinement de fortune, sans connaître véritablement l'ampleur du désastre et des risques encourus. La mesure fut levée le soir même.

Le quatrième jour après l'explosion, une délégation de la Commission Sécurité Environnement du Collectif Plus Jamais Ca, Ni Ici Ni Ailleurs (PJC NINA), fraîchement constituée, en recherche d'informations, a forcé la porte de la cellule de crise de la Préfecture. A la question : " Que faire face au risque de sur-accident ? ". Les autorités ont alors répondu que l'évacuation n'était pas d'actualité et que le confinement était la seule solution envisagée malgré les milliers de sans-fenêtre... que nous pouvions toujours nous protéger dans des endroits clos, dans les toilettes ou dans les caves... Le phosgène est un gaz lourd, le haut fonctionnaire de la DRIRE, chargé de notre sécurité, ne le savait apparemment pas ou s'en foutait. Et le chef de cabinet du préfet de rajouter : " Lorsqu'une population de 1 million de personnes est menacée, les 200 000 habitants en zone critique représentent une perte regrettable " sous-entendu admissible. Le dialogue de sourds était établi.

A l'inquiétude des sinistrés et du reste de la population, l'Etat et les industriels, via les médias, allaient répondre à coups d'omissions et de mensonges d'un cynisme déconcertant. Le Collectif pensait alors qu'il était nécessaire de mettre la population à l'abri. Mais comment ? Quand les pouvoirs publics reconnaissaient que le site n'était pas sécurisé et se complaisent en lamentations et en condoléances plutôt que de prendre des mesures urgentes de protection... En sachant qu'après l'intervention des pompiers, l'Etat laisse à l'industriel la maîtrise de la sécurisation du site. Le phosgène aurait dû être évacué ou détruit immédiatement, avant toute manipulation d'autres produits, particulièrement les produits explosifs, alors que le site était ravagé et tous les systèmes de sécurité hors d'usage. Il fallut attendre plusieurs mois avant que les produits dangereux soient démenagés et laissent les Toulousains dormir en paix. Le transfert des matières dangereuses se faisait la nuit ou le week-end par camions ou wagons banalisés, sans que la population ne soit avertie, sans qu'aucun périmètre de sécurité ne soit mis en place.

On comprendra que l'explosion et ses suites potentielles n'aient jamais été prises en compte dans les études de danger mises à jour en 1999. Celles-ci fournies par l'entreprise à la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement) ont été acceptées sans broncher... puisque personne, ni l'exploitant ni les services de l'Etat, ne pouvaient garantir, en cas

de problèmes majeurs, la sécurité des populations proches. Les risques d'une rupture instantanée d'un wagon de chlore ou d'ammoniac qui ne sont toujours pas pris en compte aujourd'hui, insèrent dans les périmètres de danger, des zones habitées. Cette logique est une logique de guerre, la catastrophe est admissible tant qu'elle n'affecte pas la rentabilité de l'entreprise même si elle ne provoque que des pertes humaines " acceptables ". Le Plan Particulier d'Intervention (en cas d'accident) admet implicitement que la population peut être sacrifiée. Les trois petits singes qui se cachent les yeux, les oreilles et la bouche, sont les symboles de notre réalité quotidienne... Quand le danger est là, existant, il ne reste plus qu'à faire accepter le risque et à gérer les turbulences sociales si le malheur advient. Sacrifiés avant, pendant et après l'explosion, serions-nous donc des esclaves pour accepter de telles conditions ?

Des enjeux stratégiques

Ce site chimique qui a déjà explosé plusieurs fois, entièrement pollué, en zone inondable, sous un couloir aérien, enclavé sur une île, au cœur d'une ville traumatisée, nécessitant de nombreux transports de matières dangereuses, est une aberration qui ne verrait le jour nulle part ailleurs sur le territoire. Ce site chimique, c'est avant tout la SNPE : une production presque entièrement civile, si l'on pouvait faire la différence aujourd'hui entre l'industrie civile et militaire et si l'on pouvait séparer la production locale d'une unité de fabrication de la production globalement militaire de sa maison mère. La SNPE fabrique à Toulouse en particulier, le perchlorate d'ammonium, le principal constituant du carburant des fusées et des missiles stratégiques nucléaires et missiles tactiques.

La SNPE, c'est avant tout le fournisseur indispensable de la guerre. La question de la sécurité touche ici tout un ensemble de populations. Au-delà des riverains du site mis directement en danger, ce sont des millions d'Irakiens, d'Afghans, de Bosniaques, de pauvres du monde... qui sont concernés directement par la production guerrière de la SNPE. Populations qui risquent de subir les effets destructeurs d'une production nérogène bien loin de son lieu de production. Tout comme les particules atomiques produites dans une centrale nucléaire peuvent irradier et tuer à des milliers de kilomètres du cœur du réacteur, tout comme le poison génétiquement modifié peut s'exporter par la terre, par l'eau ou par l'air. La notion d'usine à risque en zone urbaine ou à forte densité de population est ici plus que dépassée. C'est bien d'activité à risque tout court, d'usine à risque, usine de mort pour l'occasion dont il s'agit. Avec la fabrication du carburant des fusées et des missiles, c'est bien la stratégie spatiale/guerrière

et l'indépendance nationale de la France qui sont en jeu.


Pour nous, fermer la SNPE, ce n'est pas pour la reconstruire ailleurs. C'est œuvrer pour la paix en désarmant la planète. Reconvertir le site chimique, ce n'est pas pour faire de la chimie fine, des biotechnologies, des OGM ou autres trouvailles sorties du chaudron, qui peuvent engendrer des catastrophes d'une échelle supérieure à celle d'AZF. C'est plutôt, prendre en tant qu'êtres humains, un véritable pouvoir sur un choix de société et sur l'aménagement de notre environnement. Tout le monde semble d'accord pour penser globalement à un développement viable en respectant le principe de précaution, qui sous-entend le principe de réduction des risques à la source, même les Etats, réunis en grande pompe cet été au sommet de Johannesburg, pour sauver la planète. Dommage que ceux qui palabrent, n'appliquent pas leurs bonnes résolutions localement. On ne peut donc compter que sur nous-mêmes.

Un bilan un an après

Aujourd'hui, un an après l'explosion, alors que la SNPE vient d'être autorisée à redémarrer, nous devons tirer un premier bilan de notre bataille pour la fermeture du site chimique, pour sa dépollution, pour sa reconversion et l'avenir de ses salariés, pour la prise en compte des revendications des victimes, pour la vérité et la justice.

Les causes de l'explosion sont encore inconnues. Comme une grande partie de la population, nous avons entendu deux explosions distantes d'environ 7 à 8 secondes. Nous n'avons aucun intérêt à défendre une thèse ou une autre (comme l'hypothèse de la défaillance

Si Tchernobyl
vous a fait rire,



ne manquez pas

GOLFECH

électrique qui met en cause deux entreprises d'Etat, EDF et la SNPE, et qui arrangerait bien les actionnaires de Grande Paroisse mais mettrait l'Etat en cause). Mais il existe de trop nombreuses questions sans réponse pour que nous puissions nous satisfaire de l'explication officielle (réaction chimique due à une erreur

30 morts (?) - 8833 blessés recensés - 4900 déclarations d'accident du travail, suivies de 1673 certificats médicaux initiaux et de 1273 arrêts de travail - 5060 consultations pour stress post-traumatique, 3229 traitements par psychotropes (calmants), 729 cas suivis en psychiatrie. Le nombre de pathologies lié à l'explosion est en progression depuis février 2002 : de 7 % ce taux est arrivé en août 2002 à près de 12 %.

humaine, à un apport accidentel de 500 kg de substance chlorée dans le hangar 221). Cette thèse n'engagerait que la responsabilité des travailleurs voire de l'exploitant. Nous n'avons aucune confiance en la police et en la justice qui ont historiquement prouvé qu'elles étaient prêtes à satisfaire les intérêts et à couvrir les mensonges d'un quelconque pouvoir étatique. Même si elle était vraie, la thèse chimique resterait la thèse de la raison d'Etat, d'un Etat qui ne doit surtout pas être mis en cause. Il risque d'ailleurs de s'en sortir indemne, responsable mais pas coupable. Même pas d'avoir soutenu voire favorisé un développement industriel aberrant mettant en danger la vie d'autrui. Les résultats de l'enquête judiciaire vont dans ce sens. Ce sont les travailleurs et la direction de l'usine qui sont mis en examen. Aucune procédure n'est engagée contre les anciens maires responsables de l'urbanisation, contre l'administration, la DRIRE, le représentant de l'Etat, censés assurer la sécurité des citoyens. L'Association des sinistrés du 21 est la seule association à avoir reçu l'agrément pour se porter partie civile. Dépassera-t-elle le cadre que la justice lui propose en attaquant, l'Etat, pour mise en danger de la vie d'autrui ?

Aujourd'hui encore, les séquelles morales et physiques n'ont pas fini de faire souffrir les esprits et les corps.

Les chiffres officiels des pertes humaines, des blessés et des dégâts matériels, malgré leur importance toute relative, nous laissent dubitatifs, perplexes. Le nombre de 30 morts annoncé au lendemain du 21, peut sembler très en dessous de la réalité. Prend-il en compte les décès et les interruptions spontanés de grossesse, survenus les jours et les semaines suivantes ? Un recensement officiel a-t-il été effectué ? Les morts sont-ils comptabilisés au regard de l'événement ou uniquement classifiés en raison des causes apparentes du décès ? Ce décompte est morbide, mais il incombe à cette recherche de la vérité que les responsables ont l'habitude de falsifier.

L'enquête épidémiologique menée par l'Institut National de Veille Sanitaire, va étudier durant cinq ans trois populations témoins exposées à des degrés

divers à l'explosion et à ses conséquences : travailleurs du site et sauveteurs, élèves et personnels des établissements scolaires proches, riverains du site. Aucune étude sur les décès ne semble faite. Un questionnaire devrait être envoyé à 50 000 personnes mais la population riveraine étudiée se limite à un

Touchés par l'explosion : 4173 PME PMI, 272 commerces et artisanat, 79 écoles, 20 collèges, 11 lycées, 3 cités universitaires touchés dont certains à reconstruire entièrement - 31 220 logements touchés (14.427 dans le parc public), 11 000 fortement endommagés, 1002 relogements dont 112 mobile-homes - 2,3 milliards d'euros de dégâts - 40 000 dossiers d'indemnisation, 75 000 sinistres déclarés aux assurances, entre 1,4 et 1,5 milliards d'euros d'indemnisation au final. Le 28 septembre 2001 Jospin a annoncé un plan d'aide et d'action en faveur de l'agglomération toulousaine de plus de 230 millions d'euros. Les dons versés à la ville de Toulouse : 7,6 millions d'euros, - à la fondation de France : 3,8 millions d'euros.

échantillon de 1000 à 2000 sujets. Sur le plan ORL, sur 20 000 élèves testés, 3 à 5 %, présentent un déficit auditif. Qu'en est-il du bilan de santé de l'ensemble de la population touchée ? La plupart des études se réfèrent à des données d'organismes sanitaires relevés peu de temps après l'explosion. Si l'on peut penser que tous les cas graves ont été recensés, qu'en est-il des milliers de cas moindres, qui souvent n'ont pas été déclarés mais dont les séquelles ne demandent qu'à s'aggraver ? Rappelons que la majorité de la population sinistrée est issue du milieu défavorisé qui n'a pas forcément le réflexe de se soigner et encore moins de prévenir. A l'heure actuelle, les problèmes psychologiques et O.R.L. se développent et ne sont pas

encore tous recensés. Force est de constater à la lecture du rapport intermédiaire que les enquêteurs ne disposent que de peu de données vérifiables sur la pollution qui suivit l'explosion. De nombreux témoignages font état d'une oxydation, dans les jours qui suivirent, des ferrailles et des végétaux soumis aux retombées. Cette enquête semble vraiment trop rassurante. A qui profiterait une minimisation des conséquences sanitaires de l'explosion ? Pourquoi ne s'est-il pas mis en place un dépistage systématique et une prévention des futures pathologies ? N'oublions pas que la santé a un coût et représente par ailleurs un marché...

Pour ce qui est des réparations, indemnisations et relogements...

La partie la plus voyante de l'iceberg a été restaurée rapidement dans les semaines qui suivirent, afin de limiter le mécontentement et la colère. Cela n'empêcha pas des milliers de foyers de passer l'hiver sans fenêtres alors que toutes les vitrines des commerces du centre ville avaient été changées dans les premiers jours. Aujourd'hui les travaux sont loin d'être achevés, certains n'ont pas commencé. Le constat est accablant : les expertises ont minimisé les dégâts,

les litiges d'assurance sont légions, les réparations, souvent faites à la va-vite, laissent présager d'une future dégradation du parc immobilier endommagé. Par rebond, le problème du logement est accentué sur la ville, les prix et la spéculation immobilière augmentent en flèche.

Le monde du travail durement touché. Sur les 1188 salariés travaillant sur le site chimique avant l'explosion, plus de 892 sont aujourd'hui en préretraite ou en reconversion. La situation des centaines d'ex-salariés des entreprises riveraines est beaucoup plus inconfortable. On ne peut qu'être solidaire d'une personne (famille) qui perd ses revenus, même si on se réjouit quand une production néfaste cesse. Nous déplorons le rôle joué par les syndicats du site chimique dans cette histoire qui, main dans la main avec la direction, ont tout fait pour que le travail reprenne, au mépris du bon sens et de toute conscience humaine. En l'occurrence pour fabriquer en partie des armes. La mise en balance des emplois face à la fermeture du site a été exacerbée artificiellement pour devenir le centre du débat local, une manière de le détourner, en créant un antagonisme au sein de la population. Le site chimique a fait travailler longtemps une partie de la population toulousaine, on osait espérer que la reconversion des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... et des travailleuses. Mais malheureusement tout laisse à penser que ce site continuera à abriter de nouvelles putains d'usines !



“ Il faudra bien dénoncer un jour le manque de conscience des employés des industries qui participent à la production des armes de destruction massive de l'humanité. Jusqu'ici les travailleurs se réfugient derrière la justification du sacro-saint emploi et du progrès, alors que bon nombre de leurs familles ne souffriraient pas, en leur sein, des maquereaux ou des tortionnaires... Peu d'entre elles mettent en cause l'honorabilité du tonton nucléariste, du papa chimiste, du cousin fabriquant de pièces à canon ou encore du neveu agrochimiste déversant des cocktails de pesticides, fongicides, herbicides. Pourquoi respecterait-on moins le trafic de la drogue ou des femmes que la fabrication de composants anonymes qui, une fois rassemblés, deviendront bombes à neutrons, à fragmentations... qui anéantiront des petits kurdes, afghans, tchéchènes, irakiens...

Comment s'appelle celui qui scie la branche sur laquelle il est posé, sous prétexte qu'il a besoin de bois, pour que l'avenir de ses enfants soit assuré ? On est en droit de penser qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de la conscience de classe... ” extrait d'un billet d'humeur d'un prolétaire paysan qui n'utilise nitrate ni herbicide.

La parfaite gestion d'une crise majeure

Imaginons qu'il n'y a pas eu d'explosion, mais que des quartiers défavorisés comme Empalot, Bagatelle, Reynerie... soient mis, d'un seul coup, sans raisons apparentes, dans le même état de délabrement qu'au lendemain de l'explosion... Ce serait l'émeute. Imaginons qu'en plus, la population de ces quartiers subisse une immense peur, une immense douleur, un traumatisme profond... Ce serait la révolte. Et que se passerait-il, si on lui disait, qu'après avoir vécu cela, tout risquait de recommencer du jour au lendemain ? Nous serions en train de vivre une crise sociale comme il n'y a en pas eu depuis longtemps en France. Et pourtant... Tout cela est arrivé et il ne s'est rien passé. La gestion de l'accident majeur d'AZF est réussie de main de maître. Point de turbulence sociale, une reprise des activités industrielles du site en douceur. Que pouvait-on rêver de mieux ? Pas d'explosion bien sûr. Quoique pour les technocrates d'Etat en bute à la gestion de diverses catastrophes majeures, dont “ l'incident ” nucléaire, une petite répétition ne fait pas de mal. On vérifie à l'occasion le fonctionnement, la coordination des divers organes de gestion de crise : média, système répressif, secours, aide sanitaire, aide humanitaire, aide psychologique...

Si une fois de plus, les autorités furent complètement dépassées, cela ne les empêchèrent pas, dès les premières heures, d'envoyer les CRS et l'armée

patrouiller dans les cités avant même les secours... Le risque de pillage repris par les médias a servi de justification et d'exutoire à tous autres risques et principalement à celui de sur-accident. La mise en place des cellules de soutien psychologique qui suivie, a permis de canaliser les émotions, de rassurer et peut-être d'orienter les ressentis. Pour le reste, le grand élan de solidarité nationale, les pleurs, les concerts, les dons, les cœurs, sont arrivés pour accompagner et permettre une forme de reconnaissance non pas du sacrifice prémédité mais de la douleur due au " pas d'chance ". Il fallait faire parler la population traumatisée, lui consacrer une radio locale, des colonnes dans la presse, lui donner la sensation d'être écoutée, entendue, informée jusqu'à saturation autour de débats souvent secondaires, orientés généralement par des spécialistes. La politique du " cause toujours " mêlée à une volonté de paraître tous ensemble, égaux et unis face à l'adversité....

Écoutons le camarade Jospin, lors du débat national sur le risque industriel, le 11 décembre 2001 : *" Après Toulouse [...] Il nous faut reconstruire une approche où l'improbable et l'incertain sont pris en compte. Il nous faut le faire ensemble, les risques doivent être analysés et évalués ensemble, les choix économiques et l'aménagement du territoire doivent être débattus ensemble, les décisions de sécurité doivent être prises ensemble. C'est cette approche de la production que je propose, une approche active, démocratique et responsable. "* Pour que les " citoyens " puissent faire des choix " ensemble ", main dans la main avec le gouvernement, faudrait-il encore que les lobbies industriels, financiers, militaires et scientifiques dont les intérêts convergeants, n'influencent plus le débat et les orientations économiques. Que le pouvoir décisionnel soit réparti équitablement. Qu'une réelle information lève le ghetto de l'ignorance, anéantisse les mensonges des élites et amène à une conscience des enjeux. Le débat sur la menace technologique n'est plus maintenant un débat technique, c'est un débat politique. Les puissants du jour le savent et ils le craignent.

Autant de contradictions qui mettent en évidence cette imposture qu'est le citoyennisme. Une vieille notion remise au goût du jour, qui sert de palliatif à la faillite des idéologies, au rejet de la politique politicienne, à une transformation sociale en profondeur ainsi qu'aux malaises ambiants. Un citoyennisme régulateur de la paix sociale. Des citoyens soumis à l'acceptation du risque...

Le contrôle sécuritaire du périmètre sensible, la prise en charge psychologique, la désinformation, le " tous ensemble ", ont réglé les risques de troubles sociaux qui auraient pu se produire dans un premier temps. A plus long terme, les mensonges, la contre information, l'encadrement social, l'argent,

la reconnaissance, les tranquillisants, les promesses d'assistanat, les cadeaux, les bénédictions... ont suffi pour maintenir un calme acceptable. Puis le tour fut joué, grâce au temps, à l'usure, au renforcement des idées : que l'on ne peut se passer de ce type d'industrie (de plus créatrice d'emplois) et que l'explosion est la rançon du progrès. Et moins d'un an plus tard, la réouverture du site chimique se fait sans anicroches. La pire des soumissions est à imaginer en cas de nouvelle catastrophe, en cas d'explosion nucléaire en France par exemple, pourquoi pas à Golfech.

Un an au sein du collectif Plus Jamais Ça - Ni Ici Ni Ailleurs

Habitants et habitantes des agglomérations toulousaines, sinistrés ou pas, nous avons rejoint le Collectif Plus Jamais Ça dès les premiers jours de sa constitution, lors de sa première assemblée publique le 25 septembre 2001. Nous savions le Collectif initié par un cartel d'organisations politiques, nous pensions y retrouver également une frange de la population, des individus de tous bords, touchés par l'explosion, des gens réveillés à cette occasion par les rouages dévastateurs de cette société. La situation était suffisamment exceptionnelle pour que nous participions à cette association. L'événement majeur nécessitait une réaction et une organisation particulière, nous y avons pris part en tant que personnes conscientes, actives, impliquées socialement, œuvrant pour la transformation du monde. Clairement anti-autoritaires, nous préférons des modes d'organisation non hiérarchisées et sans délégations de pouvoir. Nous recherchons le consensus négocié plutôt que le vote majoritaire qui laisse de côté une minorité qui n'a pas forcément tort.

La bataille pour la vie, qui s'engageait, allait requérir beaucoup d'intelligence. Le fonctionnement en commissions de travail, en comités de quartier, en groupes affinitaires, en groupes d'intérêts, la prise de décision consensuelle dans les assemblées générales, l'imagination et l'action directe pouvaient être les outils de l'initiative individuelle et collective. Il était important de construire rapidement un mouvement unitaire, et de le développer tant sur le plan pratique que sur le plan de la réflexion.

La revendication de fermeture du site qui était loin d'être acceptée par tout le monde, est apparue, après de longues discussions, comme la priorité à gagner (un petit merci à Douste qui, en réclamant le départ des usines, a forcé la main à certains beaucoup moins radicaux, sic). La notion de " ni Ici, Ni Ailleurs " que nous défendions², allait donner du sens solidaire à l'action du Collectif.

² Elle sonne pour nous comme la remise en cause de la politique industrielle, de la logique économique, du capitalisme... dont nous subissons les conséquences désastreuses localement au même titre que d'autres dans le reste du monde

Il nous paraît nécessaire d'exprimer par écrit notre pensée sur ces questions, parce que la bataille pour la fermeture définitive du site chimique est (momentanément ?) perdue. Il importe de faire des constats sur une année de lutte, de fonctionnement collectif et sur un échec cuisant (la reprise d'activités industrielles sur le site).

Par souci d'honnêteté, nous sommes obligés de reconnaître que le Collectif a aussi sa part de responsabilité dans cette défaite. Une expérience qui se doit de servir aux futures luttes de résistance. Il est très difficile d'écrire sur ce sujet sans se laisser aller à critiquer des individus ou des organisations en particulier, tous ne sont pas à mettre dans le même sac. Un travail important est mené par des associatifs, dans des luttes de terrain, sans recherche de carriérisme politique. Nous emploierons le terme " d'organisés " non pas dans un sens péjoratif mais seulement pour désigner les membres de tel ou tel parti, association ou syndicat qui ont su faire corps et qui se reconnaîtront.

Le Collectif a pu regrouper jusqu'à deux cents personnes en assemblée générale au lendemain de l'explosion et au maximum 15 à 20 mille manifestants dans les rues de Toulouse. Il est un regroupement d'individus conscients de la gravité du moment, touchés par l'explosion, voulant réagir à l'aberration d'une telle catastrophe. Certains se sont associés pour l'occasion, d'autres l'étaient déjà sous diverses formes, en divers lieux. Certains sont de véritables professionnels de la politique, militants apparatchiks, représentants des organisations et syndicats de gauche, à gauche de la gauche institutionnelle essentiellement : la Ligue Communiste Révolutionnaire, les Alternatifs, les Motivés (es), les Verts (qui étaient au gouvernement), le G 10, SUD... Plus quelques membres d'associations de défense de l'environnement, du consommateur ou du quartier... quelques membres des collectifs de sinistrés... une seule organisation libertaire, Alternative Libertaire. Au total, au plus fort de la mobilisation, une cinquantaine d'organisations, d'associations ou plutôt leurs délégués (plus ou moins mandatés) soi-disant représentatifs de la base. L'oscar de la caricature revint à ce président de sinistrés qui parle tout le temps au nom de tous quel que soit le sujet. Un président qui lors d'un de ses multiples reality-shows médiatiques se dit satisfait de la réouverture de la SNPE (sans phosgène) sans avoir consulté ses adhérents...

Inconsciemment ou pas, par déformation, par habitude(?), les représentants des organisations présentes n'ont jamais su mettre de côté les enjeux politiques et les schémas structurels pyramidaux dans lesquels ils sont imbriqués. Une fois l'émotion passée, leur attitude nous a donné le sentiment qu'ils voulaient canaliser le mécontentement en se mettant aux rênes d'un collectif en évolution qui n'allait pas tarder à les dépasser... Voulant acquérir une légitimité au sein

d'un mouvement social naissant, ils ne pouvaient laisser le terrain ouvert à l'initiative de la population et prendre le risque de se retrouver en contradiction avec leurs propres idées. Ils étaient ainsi leur rôle de contre pouvoir politique, négociateurs permanents, auprès des autorités, de tout et n'importe quoi sur les terrains de la confrontation sociale. Pour cela, leur présence était obligatoire dans un mouvement pouvant leur servir, à l'occasion, à gagner des adhérents et/ou de réserve de voix pour les élections à venir. Ceux qui les ont déjà côtoyés au sein d'autres luttes connaissent cette pratique. Les tentatives pour mener et enrichir le débat de fond ou pour élargir le front de la lutte sont repoussées. La rétention des informations est de règle. Les tâches sont confiées à des spécialistes. Les propositions d'action directe sont critiquées, rendues impossible ou prises en charge semi-clandestinement (presque de façon militaire) par leur " service d'ordre ". La recherche de l'ennemi intérieur est de mise, ainsi, quand des individus gênent par leurs critiques, ils sont attaqués personnellement, traités de provocateurs, d'indics, voire de flics...

Ainsi, la participation de PJC à la manifestation antinucléaire d'octobre 2001, fut empêchée...

Le travail en commissions hétérogènes, où l'expression de points de vue différents amène à une réflexion plus complète, plus affinée et des réactions plus adaptées puisque plus pesées et forcément plus consensuelles, impliquant fortement les personnes, a été rendu quasi-impossible.

Seule la commission Sécurité Environnement a pu fonctionner, tirant ses forces de la diversité de ses membres dont peu étaient encartés. C'est d'ailleurs celle-ci qui est devenue, par défection générale, moteur de la lutte, se retrouvant en charge de recueillir des informations, les recouper, les analyser, élaborer des stratégies, organiser et réaliser la majorité des initiatives... autant dire des heures, des jours de " travail "...

La commission logement fut investie par les membres du DAL ou de l'ex DAL (droit au logement) qui reprirent tel quel leur ancien cheval de bataille, leurs anciens mots d'ordre et orientèrent l'action vers des occupations symboliques en revendiquant l'application de la loi de réquisition, plutôt que de mener un travail de réflexion/action et d'organiser des réquisitions effectives. Une fois appliquée, la loi n'eut aucun effet. Pour finir, il n'y eut pas de réquisition du tout, et plus de commission du tout.

La commission juridique vola en éclats après que ses membres non-organisés furent portés à la vindicte de l'assemblée pour des motifs obscurs. L'enjeu était-il de prendre le pouvoir sur le potentiel juridique du collectif pour contrôler les plaintes et par-là même le futur procès contre les responsables de l'explosion ? Il fut difficile de désigner l'Etat et les collectivités locales

comme autres co-responsables de la catastrophe. Total devait être la seule cible, le coupable idéal pour réunir les organisés de PJC (prétendants au pouvoir), les institutions républicaines et les victimes. C'est aujourd'hui une seule association de sinistrés (dont les avocats étaient aussi présents dans la commission et ont participé à sa dissolution) qui a reçu l'agrément pour se constituer partie civile... Total et ses salariés sont pour le moment les seuls mis en cause par l'enquête judiciaire. Cette association portera-t-elle plainte contre l'ancienne municipalité et contre les représentants de l'état, pour mise en danger de la vie d'autrui comme il est écrit dans la charte du Collectif dont elle est cosignataire ? La guérilla juridico/administrative pour la fermeture définitive du site chimique mit du temps à s'enclencher. C'est seulement grâce à la volonté de quelques personnes, principalement issues de l'ex-commission inter-quartiers, que l'on peut encore espérer en un recours contre la décision de réouverture décrétée par le préfet. Sans illusion...

Des organisés " influents " auraient bien aimé régenter la commission action. Plutôt que de concrétiser les propositions d'actions issues de l'AG ou des diverses commissions, ils n'auraient bien pris en charge que des actions orientant politiquement le Collectif vers leurs propres objectifs. Les besoins matériels (tirage des tracts, sono des manifs, local servant de permanence, etc.) ont été fournis bienveillamment par leur organisation (l'addition a été payée par l'ensemble du collectif), cela leur a permis de fermer le robinet en temps utile. Il faut raconter l'anecdote de ces 8 000 tracts qui devaient appeler à la manifestation nocturne aux flambeaux du 20 avril 02. Cette superbe initiative prévue dans le cadre du printemps de lutte, était tacitement boycottée par les organisations. Les tracts devaient être fournis par un des petits chefs présents à la commission et distribués pendant la manifestation précédente. Il les a remis à un individu barbu qui a disparu avec le paquet. Aucun tract ne fut distribué. Le petit chef ne se fout pas de notre gueule et n'est pas un menteur.

Des initiatives importantes étaient dénigrées ou ignorées. La semaine d'occupation de la place du Capitole et la manif du 5 décembre 2001 qui suivit, venues à point nommé pour réaffirmer la volonté de fermeture, n'ont été réalisées que grâce à l'initiative de quelques inorganisés et d'une petite partie du Collectif. Le printemps de lutte, les forums, les débats, idem. La manifestation massive du 23 mars a été arrachée de force en assemblée et portée à bout de bras par quelques personnes sans presque aucune aide des organisés (qui se sont relevé les manches la semaine avant la date), trop occupés sur le terrain électoral, mais qui ont su en récupérer le bénéfice.

Plus grave a été l'orientation donnée à la lutte engagée par le Collectif.

Alors qu'il y a matière à être révolté par la culture du risque, à refuser la logique de concertation avec les instances de pouvoir surtout sur la prévention des risques, à remettre en cause profondément et dans son ensemble la société industrielle, à ne pas participer à la gestion de ce monde capitaliste. Alors que toutes luttes pour une transformation sociale développent les consciences et la pensée. Les revendications du collectif sont restées limitées au seul problème toulousain, aux seules usines classées SEVESO. Les débats mettant en cause la production et ses retombées mortelles, s'appliquant parfaitement à la lutte contre la SNPE et ses productions d'armes, ont toujours été écartés au profit de ceux, plus racoleurs, sur la seule dangerosité des produits (et des risques encourus par les riverains essentiellement). Les débats de fond sur la société nécro-industrielle, techno-scientiste, sur le mythe du progrès, sur le rôle de l'état, sur l'utilité sociale de la production, ont été systématiquement repoussés et jamais médiatisés. Point de débat non plus sur le lien entre la société industrielle civile et le militaire, sur la militarisation des esprits, sur le pacifisme, voire l'antimilitarisme. Ceux qui restreignent les débats prétextent d'une opinion publique immature. En fait, ces questions sont trop pertinentes et trop risquées pour leur clientélisme électoral. Elles mettent trop en jeu l'union sacrée de la gauche regroupant partisans de la fermeture du site et ardents défenseurs de sa réouverture.

Une fois les deux premières grandes manifestations émotionnelles passées (rassemblant presque spontanément des milliers de toulousains), les organisés ont tenté de délaissier la mobilisation pour la fermeture du site pour la seule mise en avant des revendications pour la réparation des sinistres (alors que les deux vont de pair). Une fois AZF fermée, ce fut la reconversion des salariés qui prit les devants. Puis s'est manifestée une volonté de déplacement des revendications propres à ce mouvement. L'idée de fermeture définitive pure et simple du site a glissé vers la délocalisation des usines. En fait, il s'agissait de mettre la SNPE sur un terrain militaire " isolé "... des regards (sécurisé ?). Une solution citoyenne évitant d'aborder les vrais problèmes que pose la production de ces usines. Loin d'être majoritaire, le dérapage vers le transfert de la SNPE n'a pas eu lieu mais a tout de même troublé les esprits à un moment stratégique.

Nous avons assisté, en interne, à la tentative d'imposition d'un mode de pensée et de fonctionnement hiérarchisé, avec une population désorientée, peu disponible et une élite mobilisée, informée, détenant le pouvoir par le savoir. L'expression dans les médias fut prise par quelques porte-parole autoproclamés (faute de nombreux volontaires, il faut le reconnaître) usant de leur connaissance du dossier comme d'un tremplin.

Les organisés via les porte-parole ont utilisé leur pseudo-représentativité au sein du Collectif. S'appuyant sur le potentiel de mobilisation et sur l'imagerie médiatique qu'ils s'étaient appliqués à parfaire, ils ont chapeauté un cycle de concertations avec diverses institutions et autorités.

Certaines négociations devaient aboutir à la fermeture du site ou plutôt au déplacement des usines. Dans le cadre de son accession au gouvernement, le départ des usines a même été discuté avec Douste, notre maire qui êtes aux cieux, qui finalement n'a pas été ministrarisé. C'est dire si les plans étaient foireux. On n'abandonne pas le rapport de force qui se gagne dans la rue pour les intrigues de boudoir sans y laisser des plumes. Faut-il mettre le choix de cette tactique (auquel certains d'entre nous ont failli adhérer) sur le compte d'une erreur due à l'usure et à la fatigue ?

Nous pensons que la lutte a été sabordée (volontairement ou pas ?) au moment crucial, au mois de juin. Alors qu'il était primordial de marquer notre détermination, alors que les toulousains pouvaient encore se mobiliser pour une manifestation de masse, pour s'opposer à la décision du gouvernement. Des arguments insuffisants (la fatigue, le désarroi des sinistrés, la saturation des membres du collectif...) nous ont été opposés plusieurs fois en assemblée générale pour casser la proposition d'une grande manifestation le 21 juin 2002, au moment de la fête de la musique. Nous aurions pu être des milliers contre Raffarin qui voulait réouvrir, contre Jospin qui aurait réouvert et contre Douste, le menteur, qui ne s'est toujours pas enchaîné aux grilles de l'usine, comme il l'avait dit. Nous sommes responsables de n'avoir pas su convaincre à ce moment-là. Il faut dire qu'en assemblée, l'argument d'un représentant d'organisation a beaucoup plus de poids que la parole d'un simple péquin au vu de ceux qu'il est censé représenter et de leurs pseudo capacités militantes de mobilisation (très peu ou très mal utilisées dans cette lutte).

Il n'y a donc eu que de faibles réactions à l'annonce de réouverture (bombages, rassemblement devant la préfecture), le collectif a décidé de repousser la sienne au retour des vacances. Les organisations ont fait le forcing en venant en nombre à l'assemblée de l'été (29 juillet) pour décider " démocratiquement " de l'organisation d'une journée de commémoration, d'information, de débat, avec une manifestation symbolique entre midi et deux heures. Au premier anniversaire de l'explosion, le site est réouvert, l'état républicain a montré à quel point il méprise ses citoyens. Nous aurions aimé appeler la population à exprimer pacifiquement sa colère et sa détermination en manifestant massivement, et pourquoi pas vers l'île du Ramier, face à la SNPE qui remet nos vies en jeu, face au réel danger. Mettre un premier pied sur l'île et revendiquer sa fonction d'origine, un parc de nature, un poumon vert pour la ville.

Malheureusement, la tournure commémorative, que prend cette étape de la lutte, donne à penser que la priorité est aujourd'hui donnée à la réconciliation. Pourtant l'antagonisme est toujours présent, pas celui exacerbé artificiellement entre les salariés et les partisans de la fermeture, mais bien celui entre la population et un Etat garant d'un mode économique qui la prend en otage et impose sa raison.

Notre responsabilité engagée devant les générations futures.

La réouverture du site chimique n'a été possible que grâce à l'effort des tenants du pouvoir. Le Collectif (dont il était vraiment trop facile d'être uniquement spectateur) porte, lui, sa part de responsabilité dans cette défaite populaire, fut-elle sans phosgène. Ses petites magouilles d'influence et ses erreurs stratégiques ont facilité la chose. Mais c'est aux habitants de Toulouse, à cause de leur inconscience de leur manque de combativité, de leur désengagement, leur démission, qu'il incombera d'assumer, un nouveau jour dramatique, les conséquences de cet échec... Les non-sinistrés auraient pu mettre toutes leurs forces intactes dans la bataille. Dans les quartiers populaires, la désorganisation sociale, qui existait avant l'explosion, s'est accentuée. Le tissu associatif est resté voué corps et âme aux institutions... La population avait déjà perdu le goût de réagir et ne l'a pas retrouvé pour autant. Aucune ou très peu de démarches autonomes de résistance sont apparues. La participation ponctuelle aux manifestations est le minimum d'énergie que certains ont bien voulu mettre dans la lutte.

Nous sortons perdants de cet affrontement de classe, mais enrichis d'une expérience très forte émotionnellement et de nouvelles amitiés complices.

En matière de conclusion

L'exploitation, le pillage du vivant, des hommes et des ressources naturelles, au profit d'une caste de possédants - une économie mondiale marchande - des valeurs telles que l'argent, le productivisme, le progrès scientifique, le bonheur technologique - la course au pouvoir expansionniste... nécessitent et impliquent une intense activité industrielle et guerrière qui entraîne l'humanité dans une impasse, face à un mur ou à un précipice.

La logique de guerre, ravivée à l'occasion des attentats du 11 septembre, est permanente.

“ Hey, Mister Bush ! pour ton plan justice infinie et immuable, ici on en tient quelques-uns des intégristes du progrès, des fondamentalistes du profit, des

fanatiques de la réduction des coûts. Des terroristes industriels qui ne reculent devant rien pour s'implanter, s'étendre, se diversifier qui n'ont peur que d'une chose : la baisse de leurs taux de profit. ”

Ni acerbes, ni désespérés, pour nous, la lutte d'émancipation continue, pour la fermeture de la SNPE et autres nuisances, mais surtout en marche vers monde meilleur. Yahooouu!

Collectif d'Habitants, des Agglomérations Toulousaines,
ex-membres actifs du Collectif PJC NINA - septembre 2002.



à notre vieil ami Henri MARTIN
qui aurait aimé lire cette brochure, la commenter et en rire...

Bhopal, Seveso, Tchernobyl, Toulouse...

Pourquoi devons-nous accepter comme une fatalité ces terribles catastrophes qui tuent et handicapent des milliers de personnes, qui dévastent des cités, qui polluent d'immenses régions ?

Au nom de quoi ces sacrifices seraient-ils justifiés ?

Quelle est la finalité du développement technologique qui multiplie les sites à risques majeurs ?

Quelle est cette culture du risque que l'on veut nous inculquer ?

Comment échapper à la logique infernale qui soude dans un même projet démoniaque, militaires, chercheurs, financiers, politiques et industriels pour produire massivement des engins de mort et les perfectionner sans cesse ?

PLUTOT LA VIE QUE LES USINES DE MORT !

Dans le monde, en ce début du 21^{ème} siècle, alors que les pays riches s'enorgueillissent de leur développement, un constat lucide des effets terrifiants de ce développement s'impose : Les grands équilibres écologiques sont en péril, les pollutions s'accroissent et menacent la vie d'extinction, les guerres sont légions et les armes de plus en plus dévastatrices.

Il est urgent que nous réfléchissions ensemble, de façon collective aux moyens de quitter la voie mortelle dans laquelle nous et les générations futures sommes engagés.

Ce qui implique :

Sur un plan théorique

- D'analyser le discours officiel, martelé par les médias, sur le progrès, la modernité, la croissance, le développement (durable), le marché, la concurrence, etc. ...
- De comprendre, la logique qui préside au développement de la techno-science et la nature de la fascination inquiétante qu'elle exerce en particulier sur ceux qui nous gouvernent.
- De dévoiler au grand jour les liens et les intérêts qui unissent industriels, militaires, politiques, financiers et scientifiques, et leur rôle dans la montée des dangers et la multiplication des guerres et des catastrophes sur notre planète.
- De prendre la mesure du degré de servitude auquel sont soumis les peuples, aujourd'hui, même ceux des pays riches et de comprendre comment ils pourraient s'affranchir de cette servitude.
- De prendre conscience des risques engendrés par des productions industrielles, sous prétexte de confort pour les uns, de profit pour les autres.
- De réfléchir à notre état de " consommateur-subissant-volontaire ".

Sur le plan pratique

- De définir des moyens pour que chacun - quel que soit son niveau d'instruction, son statut social - puisse s'approprier les connaissances suffisantes pour faire des choix politiques sensés.
- De définir les besoins socialement utiles.
- D'expérimenter des alternatives concrètes à notre société de consommation
- De mettre en commun nos expériences
- D'initier le débat pour que cesse les inégalités sociales entre les peuples et entre les individus.

En un mot, il est temps de faire converger tous nos efforts pour faire émerger un authentique progrès de l'humanité.

Dans la lutte, dans notre réflexion, dans notre résistance, notre imaginaire est notre force, notre pouvoir et nos rêves sont nos armes.

Extrait du programme du printemps d'action 2002 du collectif Plus Jamais Ça Ni Ici Ni Ailleurs

contact:
C.H.A.T. c/o C.R.A.S.
B.P. 492
31100 TOULOUSE cedex 06

L'explosion d'AZF...Bilan un an après.... suite

Pendant le battage médiatique précédant la journée de commémoration de Toulouse l'explosive, rien n'a été dit sur la réouverture de la SNPE, comme si cela n'existait pas, comme s'il n'y avait aucune lutte à ce sujet. L'heure était aux bilans, aux disparus, aux sinistrés et aux possibles lois "Toulouse1" sur la sécurité industrielle ... Douste affichait d'énormes cœurs pour appeler ses ouailles à un rassemblement place du capitole.

Pour ce premier anniversaire de l'explosion du 21 septembre 2001, peu de toulousains se sont mobilisés lors des manifestations organisées par la mairie de Toulouse. La place du Capitole, sous haute protection policière, contenait 4 à 5000 badauds, venus écouter les lamentations du maire et de son orchestre ou venus admirer le spectacle des officiels, dans leurs beaux habits.

Coté poulailler : Aux premiers trémolos de Douste, des sifflets s'élèvent ainsi qu'une banderole géante, dépliée à la barbe des lardus. Ceux-ci

SNPE = BOMBE CHIMIQUE, DOUSTE, ETAT, INDUSTRIELS, RESPONSABLES ET COUPABLES

réagissent violemment et l'arrachent dans les cinq minutes à coups de couteaux.

Coté PJC NINA : L'appel à la manifestation est resté intimiste. Peu d'affiches collées, peu de tracts distribués... souvent par une poignée d'irréductibles habitants de LA Zone F qui ont mis de l'ardeur à coller, œuvrant pour la fermeture du site.

A titre d'anecdote, la semaine démarra sur un procès de coupeurs d'OGM à Foix (bové inclus), aucun tract n'y a circulé, aucune affiche n'y fit son apparition, pourtant nos amis "organisés" étaient bien présents, leurs camionnettes et leurs stands auraient pu offrir un bel espace pour l'appel cette journée du 21 dont ils étaient les instigateurs.

A peine quatre à cinq milles manifestants dans le cortège du collectif. La manifestation, que les CRS empêchaient d'accéder à la place du Capitole, a été bien contenue. Les organisateurs, qui avaient négocié le trajet avec la mairie, ont appelé à attendre, dans le calme, la fin de la cérémonie officielle.

Malgré la détermination des manifestants à se rendre sur la place, les promesses faites à Douste ont été respectées. Il n'y a pas eu de télescopage.

La kermesse et les forums de l'après-midi sur la Prairie des filtres n'ont pas attiré plus de monde.

Malgré les mensonges des médias vantant le grand rassemblement des toulousains, il ne faut pas se voiler la face et reconnaître le désintérêt affiché de la majorité de la population. Mais pourquoi ?

La manifestation a été préparée à la va-vite, appelée à demi mot, tardivement, l'heure était mal choisie. Le départ, excentré dans les quartiers touchés, faisant suite à la commémoration des familles, donnait l'impression d'une manifestation de soutien aux victimes.

L'organisation de la journée a reposé sur une poignée de personnes, ensevelie sous la tache, qui ont mis en place la "logistique" sans influencer forcément sur le contenu et surtout sur le sens de cette journée. Lequel se concoctait, en petit comité, par les représentants-représentatifs qui ont mis l'accent sur les sinistrés, la réconciliation avec les salariés, la prévention des risques... L'effort n'a pas été fait pour appeler les Toulousains à une grosse mobilisation et encore moins pour la fermeture du site, ce n'était pas l'enjeu de certains.

Dans la manifestation on a pu mesurer la révolte et la détermination de beaucoup de personnes présentes. Le potentiel de mobilisation était grand ce jour là, une fois de plus, il a été détourné, gâché.

Le débat de fond, sur la fermeture des usines, a été évité. Le recueillement et l'apitoiement sur les sinistrés ont occupé seuls les devants de la scène. Les médias et les organisations politiques tendent à assimiler, opposants à l'ouverture du site et sinistrés. Cela entraîne d'une part à limiter le champ de la contestation aux seuls riverains des sites à risques, d'autre part à mettre en avant des revendications catégorielles, spécifiques aux dommages, **beaucoup moins déstabilisantes et plus gérables que la remise en cause de ces usines.** Cette vision des choses augmente le fossé entre les sinistrés de la catastrophe et le reste de la population et occulte l'essentiel du problème. Pour continuer la lutte, l'heure du bilan est arrivée.

Des habitant(e)s
Lundi 23 septembre 2002